



Les
Producteurs
de lait
du Québec

Communiqué de presse *Pour diffusion immédiate*

Assemblée générale annuelle 2015 des Producteurs de lait du Québec

PTP : le Canada doit se tenir debout et dire non à des concessions dans les productions sous gestion de l'offre

Québec, le 15 avril 2015 – Dans la cadre de leur assemblée générale annuelle, le président des Producteurs de lait du Québec, M. Bruno Letendre, a interpellé le gouvernement du Canada dans le cadre de la négociation du Partenariat transpacifique (PTP), qui pourrait se conclure ce printemps : « **Les gouvernements provinciaux, les partenaires et toute l'industrie laitière au Québec et ailleurs au Canada doivent impérativement faire front commun pour dire très clairement au gouvernement fédéral de ne pas céder aux pressions et de respecter ses engagements de protéger intégralement la gestion de l'offre. Le Canada doit se tenir debout et dire non à des concessions dans notre secteur** » a lancé M. Letendre.

« **La réalité, c'est que si le Canada ouvre ses marchés aux produits laitiers des pays membres du PTP, notre secteur vivra une crise sans précédent. L'impact sur l'économie des régions et de nos communautés sera catastrophique. Toute l'industrie et ses fournisseurs souffriraient de l'abandon de la gestion de l'offre. La gestion de l'offre, ce sont des dizaines, des centaines d'entreprises et 214 000 travailleurs au Canada qui en profitent : des transformateurs, des banquiers, des fournisseurs d'intrants, d'équipement, le garage, la quincaillerie, l'entrepreneur en construction du coin, le transporteur, le conseiller, le vétérinaire et j'en passe** » affirme le président.

Selon M. Letendre, les producteurs laitiers canadiens ne peuvent concurrencer le climat des producteurs de lait de l'Océanie et des États-Unis, ni les subventions des producteurs laitiers américains qui ont renouvelé leur *Farm Bill* en 2014 pour dix ans en le dotant d'un budget de quelque 1 000 milliards de dollars US. Les États-Unis accroissent la pression sur le Canada pour qu'il fasse des concessions substantielles pour ses marchés sous gestion de l'offre. Or, depuis l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, les exportations totales de produits laitiers américains au Canada ont pourtant augmenté de 330 % en tonnage et atteignaient 133 000 tonnes en 2013. « **On leur concède déjà assez!** » a conclu le président.

Le Canada a déjà des accords de libre-échange en vigueur avec quatre des 12 pays qui négocient le PTP : les États-Unis, le Mexique, le Pérou et le Chili. Il a également une négociation en cours avec le Japon, la plus grande économie de la zone après celle des États-Unis. L'Institut Fraser a évalué les gains éventuels du PTP pour le Canada à un maximum de 0,5 % du PIB total, soit environ 9 milliards de dollars. « **Ce n'est pas rien, mais est-ce que cela vaut la mise en péril d'un secteur laitier qui rapporte année après année près de 19 milliards de dollars au PIB du pays, qui fournit 214 000 emplois et verse 3,6 milliards en taxes et impôts aux trésors gouvernementaux?** » a questionné le président des Producteurs de lait du Québec.

« On nous répète que le Canada continue de défendre la gestion de l'offre dans les négociations en cours. Depuis la concession faite par le Canada à l'Europe dans la négociation de l'AECG, nous sommes très méfiants. L'accès supplémentaire de 17 700 tonnes de fromages européens, dont 16 000 en fromages de qualité destinés au marché de détail, va causer des pertes considérables à notre jeune secteur des fromages fins. Cela représente 30 % des ventes actuelles dans ce créneau où le Québec est très présent » selon M. Letendre.

Rappelons que le premier ministre Harper lui-même s'est engagé à compenser ces pertes au moment de la signature du projet d'accord en octobre 2013. **« Depuis, c'est le silence radio du côté d'Ottawa. Nous avons été rencontrés une fois et on n'a plus eu de nouvelles. Pire, tous les porte-parole du gouvernement s'entêtent à répéter qu'il y aura des compensations s'il y a des pertes. Je ne sais plus sur quel ton et dans quelle langue il va falloir le répéter : il n'y a pas de si. Quand le fromage européen va rentrer sur notre marché, du fromage fait de lait européen subventionné, répétons-le, il va être consommé par des Canadiens. Des Canadiens qui auraient consommé nos fromages, faits avec notre lait »** a précisé Bruno Letendre.

M. Letendre rappelle qu'Ottawa a investi avec le gouvernement ontarien environ 10 milliards de dollars lors de la crise de 2009 pour sauver l'industrie automobile. **« Qu'attend le fédéral pour en faire autant pour nous? J'aimerais rappeler aussi au gouvernement du Québec qu'il a un leadership à assumer pour aller chercher son dû à Ottawa. Le fédéral et l'Ontario ont investi des milliards de dollars d'argent des contribuables canadiens pour soutenir un secteur qui procurait 20 000 emplois directs en 2014. Qu'attend le gouvernement fédéral pour en faire autant pour nous? Je rappellerai que l'industrie laitière québécoise et ontarienne, là où se fabrique la majorité du fromage canadien, génère à elle seule 51 400 emplois directs »** a ajouté M. Letendre.

« Le secteur laitier, ce sont des milliers d'hommes et de femmes passionnés et engagés quotidiennement dans un travail nécessaire. On ne spéculé pas, on ne fait pas de paris sur d'éventuels marchés pour espérer créer de la richesse. On contribue à l'enrichissement de notre pays et de nos concitoyens en produisant tous les jours un bien essentiel, de la nourriture » a conclu Bruno Letendre.

À propos des Producteurs de lait du Québec

Les Producteurs de lait du Québec, affiliés à l'UPA, représentent les 5 856 fermes laitières qui livrent annuellement près de 3 milliards de litres de lait, dont la vente totalise des recettes à la ferme de plus de 2,4 milliards de dollars. La production et la transformation laitière génèrent au Québec quelque 83 000 emplois directs, indirects et induits et contribuent à hauteur de 6,2 milliards de dollars au produit intérieur brut. Finalement, elle entraîne des retombées fiscales de 1,29 milliard de dollars, dont 678 millions au gouvernement fédéral et 454 millions au gouvernement du Québec.

-30-

Information : François Dumontier
Conseiller, relations publiques et gouvernementales
Tél. : 450 679-0530, poste 8704
Cell. : 514 713-0530
www.lait.org